



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

protection

Question au Gouvernement n° 1702

Texte de la question

SOMMET DE COPENHAGUE

M. le président. La parole est à Mme Christiane Taubira, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Christiane Taubira. Monsieur le ministre du développement durable, l'Union européenne affiche pour le sommet de Copenhague l'ambition d'aboutir à un accord politique majeur, juridiquement contraignant, tirant profit des acquis et expériences du protocole de Kyôto.

Jusqu'à la conférence de Poznan, l'an dernier, elle a cru que la ligne de clivage passerait entre l'Est, où certains pays sont encore très dépendants d'énergies fossiles, et l'Ouest, qui a entrepris sa première diversification énergétique - la deuxième, à venir, concernant les énergies renouvelables.

Or, avec l'aggravation de la crise financière et surtout le mode de gestion, assez peu démocratique, de cette crise, les pays du Sud ont fait irruption et réactivé la ligne de clivage entre un Nord industrialisé et un Sud qui se positionne sur des stratégies de développement à faibles émissions de carbone, tout en refusant de sacrifier l'impératif d'élimination de la pauvreté.

Parmi les pays émergents, le Brésil a pris l'initiative d'inviter les huit pays amazoniens à une rencontre à Manaus, le 26 novembre prochain, afin d'établir une position commune à Copenhague. Le neuvième territoire concerné est la Guyane, avec ses 8 millions d'hectares de forêts primaires. C'est l'occasion de rappeler que la France détient son propre Sud, les outre-mer, où se trouvent 80 % des *hot spots*, lieux à fort enjeu écologique, et 97 % de son espace maritime, espace réputé plus performant encore que les forêts pour la capture du carbone.

La France entend-elle prendre des dispositions et, si oui, lesquelles, pour que soient examinées les problématiques communes entre les pays amazoniens et la Guyane, notamment le mécanisme REDD de compensation pour la réduction du déboisement et de la déforestation, le choix entre le mécanisme du marché et un fonds international, le programme LULUCF d'utilisation et de reconversion des terres, le stockage du carbone par l'artisanat du bois, la séquestration du carbone par les forêts et les océans, et la prise en compte de cette dernière dans le bilan carbone ? Enfin, quel calendrier prévoyez-vous pour la ratification de l'accord franco-brésilien de lutte contre l'orpaillage clandestin ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean Dionis du Séjour. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.* Madame Taubira, je vous remercie de me permettre de rappeler deux vérités.

La première a trait à la déforestation. Les territoires forestiers supprimés chaque année dans le monde représentent l'équivalent de la superficie de la Grèce, et la déforestation est à l'origine d'émissions de gaz à effet de serre supérieures à l'ensemble de celles dues aux transports et déplacements.

À ce problème considérable, il n'y a pas de solutions toutes faites et simples. Au sommet de Bali, la France a soutenu, vous le savez, l'intégration de la forêt dans les différents mécanismes et inclus dans ses six propositions un programme spécifique aux forêts.

La deuxième vérité, c'est que, je vous le confirme, la France est un grand pays amazonien. À ce titre, nous serons présents à Manaus le 26 novembre pour soutenir, et améliorer si possible, un grand programme de lutte contre la déforestation. Todd Stern, vous le savez, a établi un chiffrage compris entre 5 et 6 milliards de dollars par an.

La forêt est l'exemple par excellence des services rendus par la nature à l'être humain et à l'économie en général. Elle constitue pour nous un enjeu absolument prioritaire. Soyez assurée, madame Taubira, que je serai à Manaus ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Christiane Taubira](#)

Circonscription : Guyane (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1702

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Écologie, énergie, développement durable et mer

Ministère attributaire : Écologie, énergie, développement durable et mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 novembre 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 11 novembre 2009